

Quels leviers pour renforcer la compétitivité de l'agriculture et de l'agroalimentaire français ?

Déclaration du groupe de la CFE-CGC

Le groupe CFE-CGC partage l'analyse et les problématiques soulevées par cet avis et tient à mettre en exergue quatre préconisations, à savoir :

- Valoriser le travail en tant que ressource.

Pour la CFE-CGC, revaloriser l'ensemble des filières agricoles et agroalimentaires passera par la revalorisation de ses métiers et le développement de la formation professionnelle afin d'avoir des emplois de qualité. Les salariés doivent ainsi être au centre des réflexions sur l'attractivité des métiers de ces filières, surtout que les entreprises et exploitations rencontrent des difficultés récurrentes pour satisfaire leurs besoins de main d'œuvre, notamment saisonnière, qualifiée et motivée. Il est grand temps donc de revaloriser l'image de nos filières agricoles et agroalimentaires, notamment auprès de nos jeunes.

- Lutter contre les distorsions de concurrence déloyales et veiller au contrôle de l'application des normes.

Le groupe CFE-CGC ne peut que soutenir l'idée d'harmoniser l'application des normes européennes dans l'ensemble des États membres car le « *dumping* » social et fiscal fragilise de jour en jour notre économie.

- Soutenir l'innovation et la recherche en développant des liens entre les parties prenantes.

- Attacher une attention particulière aux filières ultramarines.

La CFE-CGC partage l'idée défendue par le CESE : la recherche d'une plus grande autonomie alimentaire des outremer doit être une priorité.

Il est également essentiel pour la CFE-CGC de donner une place centrale aux consommateurs et à leurs attentes, toujours dans un objectif d'amélioration de notre compétitivité, mais tout en préservant l'environnement. Par exemple, les filières territorialisées, les circuits courts et l'économie circulaire sont des atouts qu'il convient de développer. En effet, les consommateurs privilégient de plus en plus la qualité et la sécurité alimentaire, d'où l'importance également d'informer les consommateurs quant à la valeur et l'origine de l'alimentation.

La CFE-CGC tient à souligner l'importance d'apporter des garanties de qualité aux consommateurs, ce qui signifie plus de transparence et de traçabilité des produits. C'est pourquoi le groupe CFE-CGC soutient la demande du CESE que soit renforcé et rendu obligatoire l'étiquetage clair et lisible des denrées alimentaires. Pour la CFE-CGC, tout doit être fait pour accompagner et promouvoir un modèle alimentaire durable, qui passe bien évidemment par un renforcement de la compétitivité de l'agriculture et de l'agroalimentaire français.

Mais nous ne devons pas oublier que ce défi de la compétitivité est également celui du développement durable qui vise à concilier progrès économique, social et environnemental.

Le groupe de la CFE-CGC a voté en faveur de cet avis.